

<https://www.agoras2019.fr/spip.php?article347>



De la difficulté d'intéresser les élèves à la vie électorale

- Editos -

Date de mise en ligne : mardi 10 mai 2022

Copyright © Régionale de Lorraine de l'APHG - Tous droits réservés

Cette gageure est pour nous, professeurs d'histoire-géographie, un véritable défi pédagogique et civique car c'est parmi les jeunes adultes que les taux d'abstention aux différentes élections sont les plus élevés alors même qu'ils sont tous passés entre nos mains dans le cadre du cours d'Education Morale et Civique.

Afin de parvenir à intéresser les élèves, le cours d'Education Morale et Civique doit assurément, et plus que les autres, partir de l'étude de cas concrets ou d'exemples tirés de l'actualité pour appréhender des notions de prime abord aussi abstraites que la liberté, la société et la démocratie qui sont les grands thèmes étudiés au lycée.

Mais pour que les élèves puissent comprendre quelque chose à une vie électorale dans laquelle on souhaite que, devenus majeurs, ils s'impliqueront en masse, il faut bien passer par l'étude concrète des institutions que le professeur aborde le plus souvent, et très classiquement, à partir d'un schéma des pouvoirs dans la Vème République.

Un premier problème apparaît alors : beaucoup d'élèves de Terminale maîtrisent peu, pas bien ou pas du tout le vocabulaire politique de base.

Tous ne connaissent pas le sens des mots "exécutif", "législatif", "législation" ou "législateur".

Tous ne savent pas non plus que les membres de l'Assemblée nationale sont des députés et que les membres du gouvernement sont des ministres.

Tous ne savent pas encore que les députés sont élus et que les ministres sont nommés.

Il est dès lors très difficile pour ces derniers de se projeter dans le politique puisqu'ils ne disposent pas des outils lexicaux leur permettant de le penser.

Un deuxième problème réside ensuite dans la compréhension du principe de légitimité d'où découle le caractère tout à la fois présidentiel et parlementaire de nos institutions.

Car si les meilleurs élèves savent que le parlement fait les lois quand le gouvernement les applique, très peu savent que le parlement a également un pouvoir de contrôle sur l'action du gouvernement et que l'Assemblée nationale peut renverser (cet emploi du verbe n'est jamais pas connu par eux) un gouvernement choisi par le président.

Or, c'est ce qui explique historiquement les trois cohabitations que notre Vème République a connues, et c'est ce qui donne aujourd'hui tout leur enjeu aux élections législatives à venir !

On répondra que le professeur est justement là pour instruire les élèves à ce sujet.

Sauf qu'il doit bien constater que la notion ne passe pas, en général, auprès d'eux ; qu'elle "n'imprime" pas comme on dit vulgairement.

De la difficulté d'intéresser les élèves à la vie électorale

Et elle "n'imprime" pas car elle reste bien théorique, le dernier gouvernement qui a été renversé sous notre Vème République l'ayant été en 1962 !

En voulant expliquer les institutions, le professeur revient ainsi à une abstraction dont on a vu qu'elle est le principal écueil sur lequel buttent les élèves.

Mais il n'y est pour rien.

Ce retour à l'abstraction est tout simplement la conséquence du décalage croissant entre la théorie de la vie politique et sa pratique.

Un dernier problème réside enfin dans l'appréhension par les élèves du rôle des partis qui sont pourtant des vecteurs essentiels d'opinion, et dont la constitution nous dit qu'ils contribuent à l'expression du suffrage, comme à la mise en oeuvre de l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux.

Depuis la réforme de 2002 qui les a totalement fait passer au second plan en inversant le calendrier législatives / présidentielles, il devient de plus en plus difficile pour le professeur de montrer aux élèves la réalité de leur action dans le cadre de nos institutions, et par voie de conséquence de les intéresser à la réalité de leurs débats.

Dès lors, sans vouloir être exagérément pessimiste, pourquoi les tout nouveaux citoyens issus de Terminale se rueraient-ils aux élections législatives de juin afin de voter pour les différents candidats de partis dont ils ont bien du mal à comprendre le rôle ?

Le professeur d'Histoire-Géographie qui a une très longue pratique de l'Education Civique - à la différence de beaucoup de ses collègues - fait tout ce qu'il peut pour donner aux futurs citoyens l'envie de s'impliquer dans la vie politique de leur pays.

Mais on le voit : le désintérêt pour la vie électorale chez nos jeunes dépasse très largement ses responsabilités.

Car le problème n'est ni pédagogique ni didactique, il est clairement politique et social.

Et l'enseignant n'y peut mais !